ENGAGÉ-ES POUR LA FONCTION PUBLIQUE

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022

Comité social d'administration

Ile-de-France/Outre-Mer

Voter pour la FSU, c'est choisir :

- Un syndicat qui ***lutte pour les services publics et qui siège au conseil supérieur de la Fonction Publique d'Etat, là où tout se joue***
- Un syndicat qui ***représente*** et ***défend*** tous les agent.e.s, titulaires et contractuel.le.s, syndiqué.e.s et non syndiqué.e.s
- Un syndicat ***en faveur d'une Justice humaniste***, émancipatrice, ***respectueuse des droits et libertés*** des publics accompagnés
- ***Un syndicat multicatégoriel*** éloigné des visions corporatistes et qui défend la pluridisciplinarité
- Un syndicat innovant, qui se montre ***force de propositions*** et à la recherche de convergence avec les autres organisations syndicales de lutte et de transformation sociale, au service de tou.te.s les professionnel.le.s

Election au comité social d'administration

Ile-de-France/Outre-Mer

Cette instance concerne l'ensemble des professionnel.le.s d'Ile-de-France et d'Outre -Mer, titulaires et contractuel.le.s, quels que soient leurs corps :

adjoint.e.s administratif.ve.s, adjoint.e.s techniques, assistant.e.s de service social, CADEC, directeur.trice.s, éducateur.trice.s, CSE, psychologues, secrétaires administratif.ve.s.

Le CSA interrégional IDF/OM intervient dans tous les sujets concernant les missions éducatives, les ressources humaines, le budget et la formation des personnels. Ces quatre dernières années, vos élu.e.s SNPES.PJJ/FSU-IDF-OM ont siégé sur de nombreux sujets:

- Le bilan formation, le bilan social et la présentation des différents budgets IDF/OM
- Le protocole égalité et diversité femmes-hommes
- La mise en place difficile du CJPM
- La note interrégionale sur le télétravail

Vos représentants sont force de propositions et nous pouvons demander de mettre à l'ordre du jour des CSA des sujets spécifiques à l'inter-région. Ainsi avons-nous porté les questions liées aux spécificités des territoires ultra-marins, par deux fois (moyens humains et financiers, accès à la formation). Nous avons aussi sollicité l'administration autour de la situation très précaire des mineur.e.s isolé.e.s sur notre territoire, et de la dégradation des conditions de travail dans les MEAT et les milieux ouverts en lien avec le CJPM.